

Gaza : l'échec de la politique israélienne d'enfermement du peuple palestinien



Photo : un bulldozer palestinien détruit la barrière de séparation entre la bande de Gaza et Israël - Source : Twitter (Younis Tirawi)

L'offensive menée depuis la Bande de Gaza par des groupes armés palestiniens, revendiquée notamment par le Hamas, est d'une ampleur sans précédent. Des sites militaires israéliens ont été investis, notamment à Sderot et au poste de Karem Abu Salem, qui est le seul point de passage des marchandises depuis le resserrement du blocus de Gaza. Dans le même temps, des milliers de roquettes étaient tirées, dans une attaque massive mettant en échec la défense anti-missiles israélienne.

Il est d'abord important de qualifier cette opération pour ce qu'elle est : une opération militaire du faible contre le fort, en rappelant que l'armée israélienne est l'une des plus fortes et des mieux équipées du monde. Nous déplorons que des civils aient été tués des deux côtés, et mettons en garde contre l'utilisation du terme de « terroriste » qui a été utilisé de tous temps contre les mouvements de résistance.

Il faut aussi rappeler le contexte de cette action, qui survient alors que les agressions et exactions de l'armée israélienne et des colons contre les habitants de Cisjordanie sont quotidiennes, et qu'elles ont causé la mort de 237 personnes dont 50 mineurs dans la population palestinienne depuis le début de l'année. A Gaza, depuis le 13 septembre, des manifestations pacifiques près de la limite orientale de la Bande de Gaza ont fait au moins 6 morts et 50 blessés dont deux journalistes palestiniens.

Cette période de fêtes juives est aussi synonyme pour les Palestiniens de toujours plus de restrictions, et de provocations répétées contre l'Esplanade des Mosquées et la mosquée Al-Aqsa, au mépris des accords internationaux. Il faut rappeler enfin que le gouvernement israélien d'extrême-droite, raciste et suprémaciste, a fait de la colonisation le premier point de son programme de gouvernement : depuis le début de l'année, on assiste à une accélération spectaculaire des opérations de colonisation, de nettoyage ethnique, et de répression contre le peuple palestinien.

Cette opération militaire des groupes palestiniens, encore en cours, est un échec cuisant pour la doctrine israélienne du « tout sécuritaire », qui prétend enfermer les Palestiniens dans des barrières infranchissables, en leur infligeant des conditions de vie insupportables. Le blocus de Gaza qui dure depuis plus de 17 ans est une punition collective interdite par le droit international : c'est une honte pour Israël et pour tous les Etats qui le laissent faire ; c'est une des composantes du régime d'apartheid imposé par l'Etat d'Israël au peuple palestinien.

Il n'y aura pas de paix sans perspective politique, il n'y aura pas de perspective politique sans que des sanctions ne soient prises contre Israël pour qu'il mette fin à ce régime d'oppression et qu'il se conforme au droit international et aux résolutions de l'ONU, notamment la fin de l'occupation, de la colonisation, et du déni des droits du peuple palestinien.

Alors que le Premier ministre israélien annonce le pire en reprenant le discours le plus extrémiste du « prix à payer », nous demandons aux autorités françaises et européennes de faire fermement savoir à l'Etat d'Israël qu'ils n'accepteront pas une nouvelle opération militaire contre la population palestinienne, notamment celle de la Bande de Gaza.

A l'heure où nous publions ce communiqué, les informations dont nous disposons font état de 160 Palestiniens tués et 1000 blessés du fait des bombardements israéliens, par voie aérienne et maritime, contre la Bande de Gaza. Il faut exiger de l'État d'Israël qu'il mette fin immédiatement à ces bombardements meurtriers. Le peuple palestinien a aussi droit à la sécurité, et il est urgent que la France et les instances internationales se préoccupent sérieusement de sa protection.

Le Bureau national de l'AFPS, le 7 octobre 2023 à 16h